



## **DETTE EXTERIEURE ET CROISSANCE ECONOMIQUE AU MALI**

**COULIBALY BREMA<sup>1</sup>, SIRA SAMBALLA DIALLO<sup>2</sup>**

<sup>1</sup>Enseignant chercheur/ Institut Universitaire de Gestion (IUG)/ Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (Mali)

<sup>2</sup>Enseignant chercheur/ Institut Universitaire de Gestion (IUG)/ Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (Mali)

*This is an open access article under the [CC BY-NC-ND](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/) license.*



---

**Abstract:** Since independence, international financial support has continuously occupied a preponderant place in financing the economies of poor countries. Obviously, any additional capital is a good indicator for investment; therefore for economic growth. Moreover, the endogenous theory of macroeconomics suggests that foreign aid exerts a positive influence on the variation of the economy. Since economic growth is measured through this variation year after year, we can be led to believe that the choice made by countries of this form of financing obeys a certain logic. External debt resources can alleviate income volatility and pressure on inflation in receiving countries. Also, schools of thought believe that these resources provide stability to consumption and investments in terms of human capital. However, other theories believe that they can not only cause a crowding out of domestic savings, but also lead to inflation.

The purpose of this study is to establish a relationship between economic growth and external debt in Mali. Inspired by the model of Patillo et al. (2002), we use the econometric method on time series covering a period from 1990 to 2019. Thus, certain macroeconomic indicators are used to consolidate our subsequent positions.

The results indicate that external debt influences Mali's economic growth with a positive and significant coefficient. If it grows by 15.3%, growth evolves by 10%. Combined with other indicators, it constitutes a factor stimulating the macroeconomy. In conclusion, foreign aid positively affects Mali's economy. However, corruption, nepotism and poor governance reported by some evaluators weigh negatively on the Malian economy. Debt is therefore a source of creation and improvement of the standard of living.

**Keywords:** External debt; economic growth; financing; macroeconomic stability; Mali.

**Digital Object Identifier (DOI):** <https://doi.org/10.5281/zenodo.10970786>

---

## 1. INTRODUCTION :

La mise en place d'une bonne politique économique afin de créer une croissance forte et/ou un développement durable est l'objectif primordial de tous les États. Ainsi, aux lendemains des indépendances et en raison du manque d'infrastructures et d'outils de production, la plupart des pays nouvellement indépendants ont élaboré des stratégies dans le but d'atteindre les objectifs prioritaires. Au nombre de celles-ci figure en bonne place la politique de financement de l'économie par l'emprunt extérieur.

La littérature économique assimile la dette extérieure à l'ensemble des concours financiers qu'un État peut obtenir de la part de ses partenaires extérieurs.

Parti de néant au lendemain des indépendances, la dette extérieure du Mali avoisinait les 100 milliards de francs maliens en fin 1967. Alors, de 55 milliards FCFA en 1968, l'encours de la dette extérieure du Mali se chiffrait à 151 milliards de FCFA en fin 1980. Au 31 décembre 2016, cet encours est évalué à 2073,934 milliards FCFA. L'évolution de la dette publique du Mali peut être scindée en cinq (5) étapes, chacune étant sous-tendue par une politique d'endettement bien précise, dont la première fut le recours aux « prêts clearing » (pour financer les premières entreprises publiques), en passant par les crédits de l'IDA et les « pétrodollars » (investis pour le désenclavement du pays), les prêts d'ajustement structurel (accordés en appui aux politiques de réformes économiques entreprises par le gouvernement) et enfin les initiatives en faveur des pays pauvres très endettés (pour leur rendre la dette plus soutenable).

La disponibilité des ressources financières est une condition à priori de tout processus d'investissement. C'est dans cette optique que, dans le souci de parvenir à une croissance économique durable, les dirigeants africains constatent que les infrastructures d'équipement et de production en place sont insuffisantes pour amorcer un quelconque décollage économique. L'écart entre le besoin d'investissement nécessaire et les ressources disponibles est énorme. C'est pour cette raison, que beaucoup de ces pays ont dû recourir à un fort taux d'endettement qu'ils doivent désormais gérer ; l'augmentation des besoins ayant largement dépassé les capacités de financement. La question de l'endettement est une conséquence naturelle des activités économiques. Elle vient du fait que certains pays ou institutions ont des excédents financiers tandis que d'autres éprouvent des besoins de financements. L'endettement permet donc à un pays d'investir des capitaux au-delà de ses propres disponibilités financières en empruntant des excédents de capitaux (Klein, 1994). La dette ainsi contractée doit générer des infrastructures d'équipement et de production nécessaire à la croissance et au développement. Pour pouvoir rembourser l'emprunt, ce dernier doit être utilisé de façon efficace et dans des secteurs rentables.

Afin de préserver pour les générations futures les expériences vécues par le Mali en matière d'endettement extérieur, le présent document se propose de rappeler les faits importants qui ont marqué l'évolution de notre dette extérieure depuis l'indépendance. A cet effet, le document est structuré autour de cinq (5) parties. L'introduction comprend le contexte, la problématique et l'objectif de la recherche. Dans la deuxième partie, nous essaierons de bien cerner le sens des concepts clés du travail à travers un cadre conceptuel, et ensuite, nous passerons en revue les différentes approches théoriques et empiriques relatives à notre travail. La troisième partie sera axée sur un cadre d'analyse descriptive de la dette extérieure au cours de la période d'étude. La quatrième partie du travail concerne un cadre d'analyses économétriques à partir du logiciel E-

views.10, en vue de détecter un éventuel impact de la dette extérieure sur la croissance économique au Mali. Enfin, dans la dernière partie consacrée à la conclusion, nous récapitulons l'objectif, la méthodologie et les résultats de la recherche.

Au-delà de toute considération idéologique, l'analyse combinée des trois éléments suivants à savoir : le volume de dette extérieure obtenu, les chiffres bruts qui sont déclarés engagés dans l'investissement et les ratios dégagés guide alors notre recherche et nous amène à établir la question principale suivante : **la gestion qui a été faite de la dette extérieure depuis toujours a-t-elle eu un impact positif sur la croissance économique au Mali ?**

En d'autres termes, nous voulons répondre indirectement à cet autre questionnement : les contributions financières faites par les partenaires étrangers ont-elles bénéficié d'une application rigoureuse afin d'impacter positivement la croissance économique au Mali ? A cette délicate question nous allons apporter une réponse acceptable dans ce travail de recherche. Ceci va de l'intérêt qui est à la base de notre motivation à choisir ce travail de recherche. Nous formulons, de ce fait, un certain nombre de questions dérivées qui sont les suivantes :

- quels sont les mécanismes par lesquels le financement extérieur a pu inspirer l'économie malienne ?
- quels sont les déterminants qui permettent d'expliquer la nécessité, pour le Mali, de s'endetter à partir de l'extérieur ?
- quels sont les liens entre les sommes obtenues et les changements intervenus chez les citoyens lambda en vue d'une meilleure adhésion de la dette extérieure à la croissance au Mali ?

Nous allons tenter d'apporter des éléments de réponses provisoires à ces questions à travers la formulation de notre hypothèse de recherche. Les hypothèses que nous formulons ici, au nombre de deux, sont les suivantes :

**Hypothèse 1 :** La dette extérieure a eu un impact significatif sur la croissance économique au Mali.

**Hypothèse 2 :** La dette extérieure n'a pas su impacter positivement le niveau de vie du citoyen malien pour avoir été désorientée très souvent de son objectif premier.

Dans le cadre de notre travail, nous nous donnons pour objectif majeur la recherche, à travers des analyses économétriques, d'un éventuel impact de la dette extérieure sur la croissance économique au Mali, durant la période allant de 1990 à 2019. Il vise à expliquer la manière où la dette contractée auprès des partenaires extérieurs, a pu contribuer à la croissance économique et au bien-être social au Mali. En un mot, il est question d'évaluer les manifestations de la dette extérieure sur les performances économiques du Mali.

De manière spécifique, il s'agira de :

- illustrer les mécanismes dont disposent les ressources provenant de l'extérieur pour aboutir à une croissance économique souhaitée au Mali ;
- identifier, puis expliquer les déterminants qui lient les capitaux étrangers aux variables macroéconomiques au Mali,
- préconiser des chemins permettant d'établir des liaisons consistantes entre la dette extérieure malienne et la qualité de vie des citoyens.
-

## **2. Cadre conceptuel, revue de littérature théorique et empirique**

### **2.1. Cadre conceptuel**

Dans le but de faciliter la compréhension de ce travail de recherche, il importe de s'appesantir sur certaines notions clés dont il faut délimiter les aspects intéressants. Ces concepts portent sur la croissance économique et l'endettement.

Au sens de François PERROUX la croissance économique est « l'accroissement durable de la dimension d'une unité économique, simple ou complexe, réalisé dans des changements de structures et éventuellement de système et accompagné de progrès économiques variables ».

Selon la théorie économique, la croissance mesure la variation du revenu national d'une année à l'autre. Toutefois, elle traite des problèmes relatifs à l'évolution de l'économie d'une part, mais d'autre part, elle s'appesantit sur des questions de disparités de richesses entre pays. Bien que des inégalités soient inhérentes à la nature ou à la création, elles peuvent néanmoins varier au gré de la croissance (Arnold CHASSAGNON ; 2012).

On appelle dette de l'État, l'accumulation des emprunts passés de l'État. La dette publique quant à elle, est la somme de la dette explicite de l'État, de la dette implicite de l'État et de la dette contractée sur l'État.

Les appellations de la dette varient selon l'origine et le type de créiteurs. Selon l'origine des créiteurs On parle de dette extérieure et de dette intérieure.

La dette extérieure d'un État représente l'ensemble des emprunts contractés par les pouvoirs publics d'un pays auprès des créanciers extérieurs et non-résidents.

La dette intérieure d'un État, quant à elle, est l'ensemble des engagements contractés auprès d'acteurs résidents dans le pays et exprimés en monnaie locale. On parle de dette privée lorsque celle-ci est contractée par les agents économiques autres que l'État, elle peut être intérieure ou extérieure.

Selon le type de créiteurs on parle de dette bilatérale ou de dette multilatérale.

La dette bilatérale est l'ensemble des engagements contractés par un État auprès d'un autre État. Alors que la dette multilatérale est l'ensemble des dettes contractées par un État auprès d'un groupe d'États ou d'une Institution Financière Internationale (IFI).

La solvabilité et la soutenabilité sont des notions permettant de caractériser la situation d'un pays par rapport à ses possibilités et à sa volonté de respecter ses engagements financiers dans le cadre du remboursement de sa dette.

La solvabilité caractérise la situation financière d'un pays capable de faire face à ses engagements. Autrement dit, la solvabilité d'un État est sa capacité à payer toute sa dette aux différentes échéances établies.

La soutenabilité de la dette renvoie à la capacité d'un pays à assurer le service de sa dette publique sans compromettre les objectifs du développement à long terme, c'est-à-dire, sans contribuer à la baisse du niveau de vie de la population.

### **2.2. Revue de littérature**

#### **2.2.1. Courants de pensées dans la théorie économique :**

L'endettement de l'État n'a jamais fait l'unanimité au sein de la communauté des économistes. Sa perception varie selon les écoles de pensée. C'est ainsi que certains économistes pensent que la dette peut être nécessaire et même efficace pour le développement d'un pays alors que d'autres

rejetent systématiquement l'emprunt public et pensent que tout emprunt public ne peut qu'être nuisible pour les agents économiques.

### **Rejet de la dette publique (classiques)**

Les classiques assimilent l'endettement public à un report de l'impôt sur les générations futures et imputent à l'État une connotation négative. Ainsi, pour les classiques, l'État doit tout simplement assurer sa mission régaliennne à partir des ressources générées par l'activité économique. Pour cela, toute intervention de l'État dans l'économie est source de sous-optimalité et de nuisance. Le déficit budgétaire est non justifié et par conséquent, l'emprunt public n'est pas envisageable.

### **Nécessité de la dette publique (Keynésien et HARROD-DOMAR)**

Contrairement aux classiques, les keynésiens pensent que l'endettement public en général n'entraîne pas de coûts ni pour les générations présentes, ni pour les générations futures du fait des nouveaux investissements qu'il génère. Ils pensent que le principe de l'équilibre budgétaire ne doit pas toujours être respecté. Dans cette approche, l'endettement public favorise la relance de la demande qui, par son effet accélérateur, entraîne une augmentation plus que proportionnelle de l'investissement provoquant, à son tour, une hausse de la production qui permettra, ensuite, de créer les emplois et de lutter contre la pauvreté. Un État, dans l'objectif d'atteindre un taux de croissance garanti, peut être amené à provoquer un déficit budgétaire et le financer par un emprunt extérieur.

#### **2.2.2. Etudes empiriques**

De nombreuses études effectuées sur un panel de pays telles que celles de B. Eichengreen et de R. Portes (1986), Elbadawi et al. (1996), Patillo et al. (2004), Clemens et al. (2003), ont constaté que l'endettement excessif a un effet négatif sur le taux de croissance.

Les travaux de Barry, E. et de Portes, R. (1986) se sont intéressés à l'identification des déterminants du stock de la dette d'une trentaine de pays à un moment donné de leur économie. Ils ont abouti à la conclusion selon laquelle l'endettement excessif et le défaut de paiement tendent à réduire le taux de croissance réelle et la crédibilité de l'Etat.

Elbadawi et al. (1996) ont confirmé l'effet nocif du surendettement sur la croissance économique au sein de 99 pays en voie de développement et ont cherché à identifier le canal par lequel la dette agit négativement sur la croissance. Pour cela, ils ont identifié trois canaux de transmission par lesquels dette peut impacter la croissance. Il s'agit de l'effet de la dette sur la croissance, l'effet de la dette sur la liquidité en raison de la ponction due au service de la dette et, enfin, l'effet de la dette (de manière indirecte) sur les dépenses du secteur public et sur les déficits. L'étude a conclu que cet effet nocif sur la croissance est le résultat de l'accumulation de la dette.

Quant à Clemens et al. (2003), ils ont estimé un modèle de croissance en retenant l'hypothèse du fardeau virtuel de la dette. Ils aboutissent à la conclusion selon laquelle une diminution de 6 points du service de la dette en pourcentage du PIB va accroître le taux d'investissement de 0,75 à 1 point et la croissance de 2 points. Par ailleurs, ils estiment que si la moitié du service de la dette est annulée sans hausse du déficit budgétaire, la croissance augmentera dans quelques PPTTE de 0,5 point par an.

Dans une étude complémentaire de 2002, Patillo et al. ont appliqué un modèle de comptabilisation de la croissance à un groupe de 61 pays en développement et ont constaté que le doublement du niveau moyen de leur dette extérieure réduit de près d'un point la croissance tant du capital physique par habitant que de la productivité totale des facteurs. Partis de la courbe de LIFFER, cette étude leur a permis de prouver que la dette aurait une relation en forme de U inversée avec la croissance. Les résultats obtenus confirment la thèse du surendettement car ils trouvent qu'au-delà de 160-170 % du ratio de la dette sur les exportations et de 35-40% de la dette sur le PIB en valeur nominale, la dette agit négativement sur la croissance.

Toutefois, de l'analyse de cette étude, apparaît une limite dans la mesure où le raisonnement est appliqué aux PPTE tandis qu'ils se sont basés sur un échantillon incluant des non-PPTE.

Pour résumer, lorsqu'il s'agit des études spécifiques menées au niveau des pays, l'on relève que les avis sont partagés.

En analysant le problème d'endettement de l'Ouganda, Barungi et al. (2000) ont identifié les problèmes liés à un endettement ainsi que ses implications sur l'économie du pays. Leur principale préoccupation étant de savoir si l'économie peut atteindre un taux de croissance de 5 % tout en maintenant un investissement intérieur adéquat, vu la forte dépendance du pays vis-à-vis des capitaux étrangers. Cette inquiétude se justifie par le fait qu'une large portion de la dette de ce pays n'est pas éligible au rééchelonnement.

Pour Uzochukwu (2005), l'accroissement des indicateurs de la dette extérieure, notamment le ratio du service de la dette et celui de l'encours sur exportations, constitue la principale cause de la lenteur de la croissance au Nigeria.

L'étude de Desta (2005) a également abouti à la conclusion selon laquelle ce n'est pas le paiement du service de la dette qui constitue un frein à la croissance en Ethiopie mais, plutôt le taux de change effectif réel et l'inflation.

Au terme de cette revue de littérature qui nous a permis de fouiller sur la question relative au lien entre l'endettement extérieur et la croissance économique, force est de constater que l'endettement extérieur a, pour la plupart des cas, un effet négatif sur la croissance économique des pays en voie de développement, et plus particulièrement ceux de l'Afrique subsaharienne. Il n'y a donc pas eu les résultats escomptés ; bien au contraire, les pays se retrouvent avec des niveaux d'endettement élevés.

Si, pour les uns, c'est le paiement du service qui constitue un obstacle à la croissance, pour les autres, c'est l'accumulation de la dette elle-même, ou les deux simultanément. Ces contradictions semblent provenir soit de la variabilité des méthodes utilisées par les économistes, soit des particularités (situation économique, secteurs porteurs de croissance et disponibilités de données) des pays étudiés. Même si l'évidence empirique d'ailleurs nous a prouvé des résultats controversés quant à l'impact des différents ratios d'endettement, nous ne sommes pas d'avis pour que la dette ait cette appréhension dans l'économie malienne où son effet est jugé spécifiquement positif. Le Mali, pays pauvre très endetté, n'a pas une situation économique enviable; aussi nous proposons-nous d'étudier le cas spécifique du Mali dans ce qui suit.

### 3. Cadre d'une analyse descriptive de la dette extérieure du Mali :

La deuxième partie du travail s'articule autour de six grands points. Le premier vise à étudier la structure de la dette extérieure du mali, et, le second met en évidence une étude comparée de la dette bilatérale a celle multilatérale, au troisième point seront analysées graphiquement la dette. En quatrième position nous ferons une étude comparée de la croissance du PIB et de celle de l'encours de la dette. Le cinquième point fait état des conditions d'octrois de la dette enfin le sixième point fera un rapprochement entre l'encours de la dette et ses services.

Naturellement, à l'image des autres corps, la structure de la dette a évolué au gré des multiples changements politico-socio-économiques. Autant les régimes ont changé, autant les partenaires ont suivi ces mutations.

#### 3.1. Structures de la dette extérieure malienne

La dette extérieure malienne est structurée en deux grandes parties inégales que sont la dette bilatérale et la dette multilatérale. En suivant l'évolution du volume d'endettement du Mali année après année ainsi que celle des encours, on s'aperçoit que la dette au Mali n'a cessé de grimper depuis les années soixante. De 1903,20 milliards en 2000, la dette totale du Mali est passée à 3553,34 milliards en 2018. Toutefois cette progression doit être nuancée du fait que le ratio de la dette rapportée au PIB est déclinant et passe, ainsi, de 90,52% en 2000 à seulement 37,27% en 2018. Cette chute s'explique globalement par l'adoption, en 1996, d'un dispositif global de réduction de la dette des PPTE. S'agissant de la dette privée, restée longtemps moins importante (5% en moyenne), elle a évolué en dents de scie depuis toujours. Le tableau suivant retrace, en partie, cette progression de l'endettement au Mali :

**Tableau 1: Evolution de la dette totale du Mali en millions d'Euro et en pourcentage du PIB et par tête en Euro de 2000 à 2018**

Date	Dette totale (millions d'Euro)	Dette (en % du PIB)	Dette par habitant
2000	2.903	90,52%	272€
2001	3.001	77,50%	274€
2002	1.762	42,64%	156€
2003	1.840	44,15%	158€
2004	1.861	42,43%	155€
2005	2.341	46,63%	189€
2006	994	18,07%	78€
2007	1.103	18,54%	83€
2008	1.349	20,17%	99€
2009	1.608	21,92%	114€
2010	2.039	25,29%	140€
2011	2.237	23,97%	148€
2012	2.459	25,39%	158€
2013	2.631	26,38%	164€
2014	2.909	26,91%	177€
2015	3.621	30,66%	213€
2016	4.564	36,03%	261€
2017	4.894	35,96%	272€
2018	5.420	37,27%	284€

Source : Countryeconomy.com

Note : 1€ = 655,597 FCFA

L'analyse de ce tableau montre que pour un niveau d'endettement de 651,66 milliards de FCA en 2006, le Mali s'est retrouvé avec plus de 3553 milliards FCFA de dette en 2018 ; soit plus de 500% d'augmentation en seulement douze (12) ans. Cette augmentation ne prend pas en compte les différentes annulations, les rééchelonnements et les autres allègements obtenus. Bien que cette situation paraisse impressionnante, elle démontre tout de même la confiance que les bailleurs placent en l'économie malienne. Elle s'explique d'une part, par une augmentation continue des besoins de plus en plus croissants en financement de l'économie et à une certaine performance et d'autre part à la redynamisation apportée dans l'économie.

### 3.2. Etude comparée de la dette bilatérale et de la dette multilatérale

Pour une telle étude, nous avons jugé bon de recourir à la présentation faite par la DGDP. C'est pourquoi une représentation graphique tirée de leurs travaux est choisie pour mieux voir l'importance de chaque catégorie de dette au fil du temps. La dette extérieure, partagée en bilatérale et multilatérale est donc représentée par le graphique suivant :

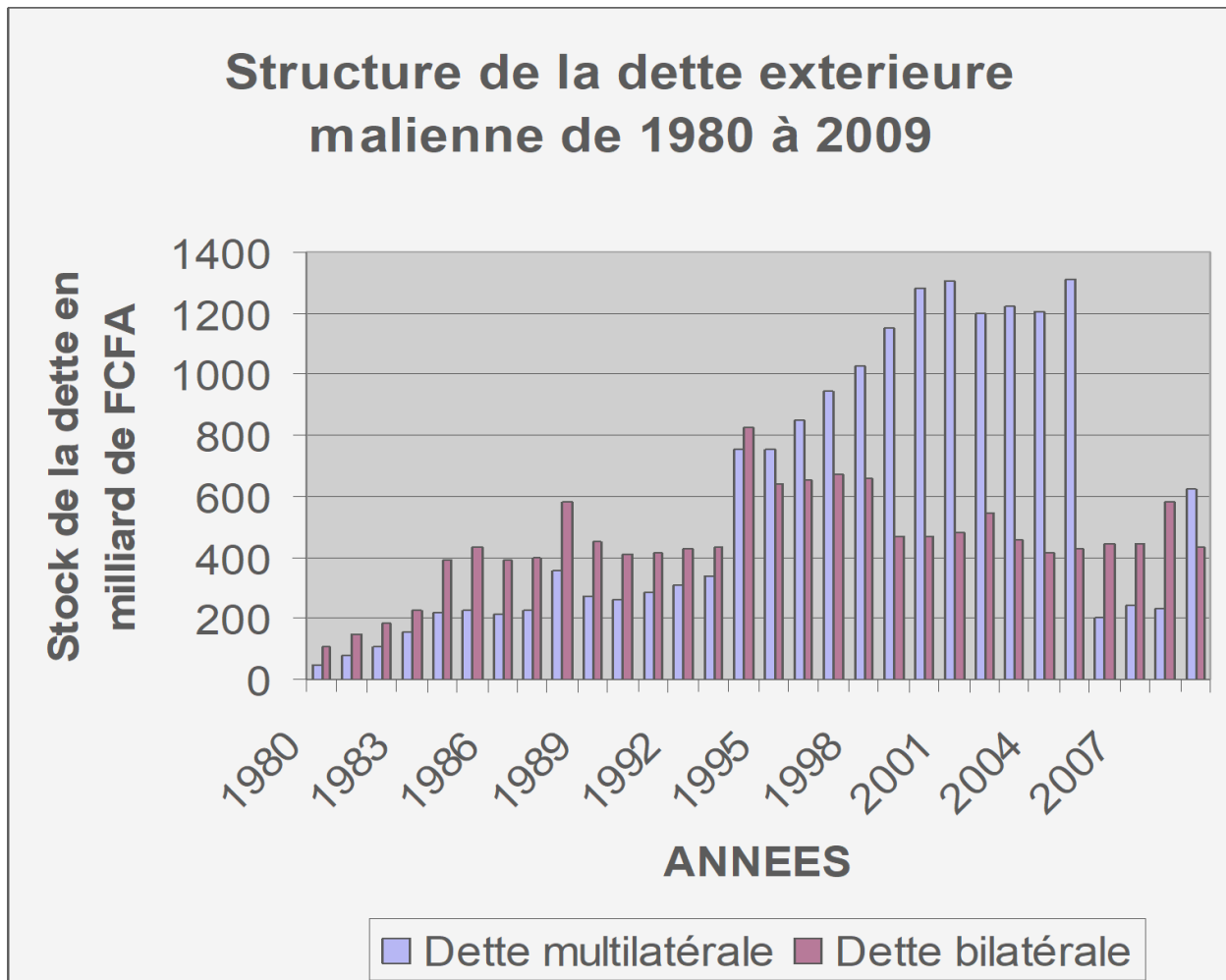


Figure 1: Structure de la dette extérieure de 1980 à 2009

De l'analyse de ce schéma, en complément avec les statistiques détaillées, nous voyons qu'à la date du 31 décembre 2009 la dette due aux créanciers institutionnels multilatéraux totalise un montant de 753,5 milliards de FCFA. Les principaux bailleurs dans cette catégorie



demeurent l'Association Internationale pour le Développement (AID), le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD). Les autres bailleurs sont la Banque Européenne d'Investissement (BEI), le Fonds International pour le Développement en Afrique (BADEA), la Banque Islamique pour le développement (BID), l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) et le groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD) etc.

Pour les créanciers bilatéraux, le montant de la dette est estimé à 200,5 milliards de FCFA à la même date. Les partenaires habituels (Banque Mondiale, FMI et BAD) demeurent les créanciers à ce niveau.

### 3.3. Etude graphique de la dette extérieure totale<sup>1</sup>

L'endettement du Mali, à l'instar des autres pays, n'a pas suivi un rythme homogène au fil du temps. Cela est dû au fait que les besoins ont varié non seulement en fonction des régimes successifs, mais aussi en fonction des évolutions de la conjoncture économique. Le graphique suivant, construit à partir des données de fournies par la DGDP, et à l'aide du logiciel Eviews 10 nous permet de visualiser le parcours de l'endettement.

DEX

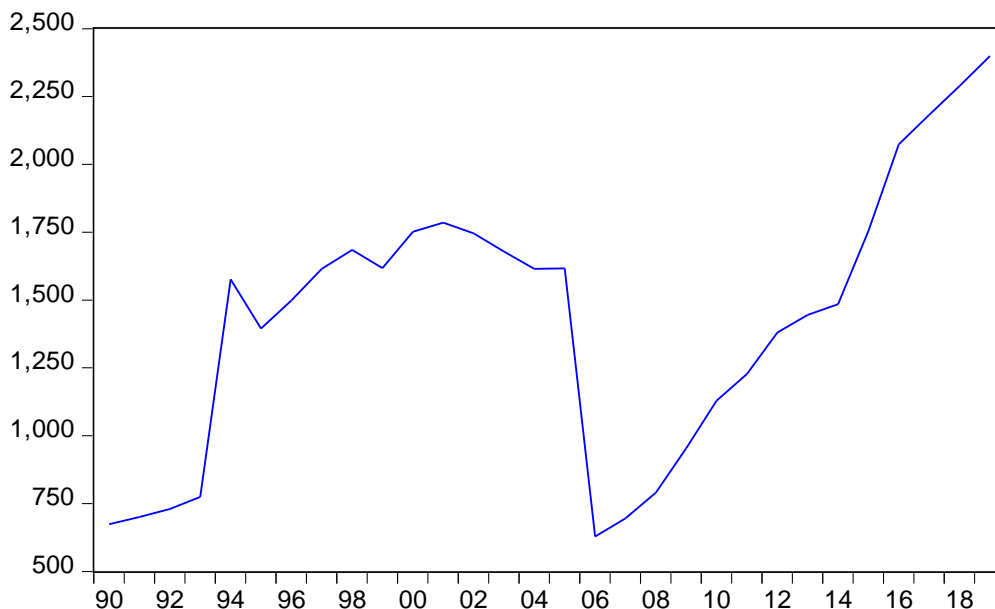


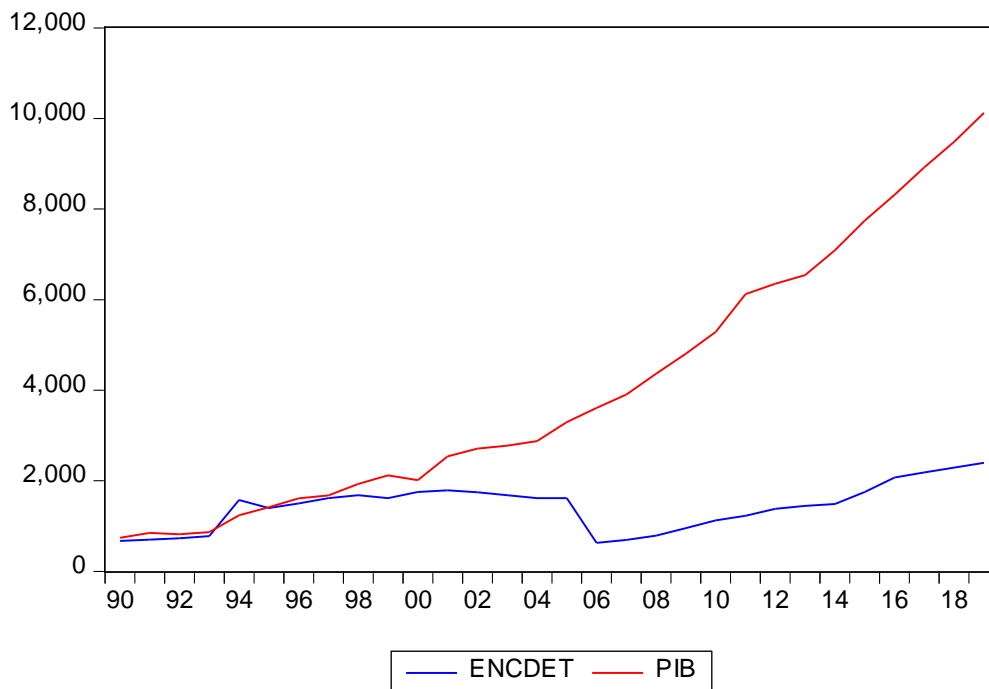
Figure 2: Evolution de la dette extérieure du Mali

### 3.4. Evolution comparée de la croissance du PIB et de celle de l'encours de la dette<sup>2</sup>

Une observation graphique nous permet de faire une analyse simultanée de ces deux éléments de l'analyse en vue de se faire une philosophie par rapport aux mesures et politiques adoptées en vue de produire de la croissance.

<sup>1</sup> Le graphique est construit à l'aide du logiciel eviews10 et données de base présentées en annexe 8.

<sup>2</sup> Cette évolution est dressée avec les données recapitulées en annexe 9 et avec le logiciel cité précédemment.



**Figure 3: Evolution comparée de la croissance du PIB et de la dette extérieure du Mali**

En analysant ce graphique, on constate que sur le plan macroéconomique, le PIB a connu une croissance fulgurante de 1666,57 en 1990 à 4377,83 en 2012 (année de la crise politique) avec un taux annuel moyen de 4,29%. Cependant ce taux n'a pas été régulier durant la sous période considérée. Parallèlement, comme si les deux phénomènes sont liés, la dette extérieure a suivi le sens de la croissance, mais avec moins d'insistance. Donc de façon visuelle, on peut conclure que la dette extérieure, aux côtés d'autres indicateurs, exerce une certaine influence positive sur l'économie du Mali. Ceci amène à croire que l'évolution de la dette a été affectée par les différentes mesures d'allègements et même d'annulations. Ces mesures ont certainement affecté le sentier de la courbe et même celui de la croissance en le propulsant.

### 3.5. Conditions d'octroi des crédits par les bailleurs

Une des conditions d'octroi des crédits est le taux d'emprunt. En plus de ce dernier, il y a aussi la durée du prêt qui doit être consensuelle. Contrairement au premier, cette dernière dépend du bon vouloir des deux parties (prêteurs et emprunteurs). Une remarque importante est à signaler à ce niveau ; c'est que les pays donateurs octroient en leur propre monnaie. Cela suppose que les remboursements sont soumis aux fluctuations en termes de taux de change des différentes devises. Donc, en plus des principaux bailleurs, le tableau suivant permet de voir les conditions d'octroi des crédits :

**Tableau 2: Conditions d'octroi des crédits par les bailleurs bilatéraux**

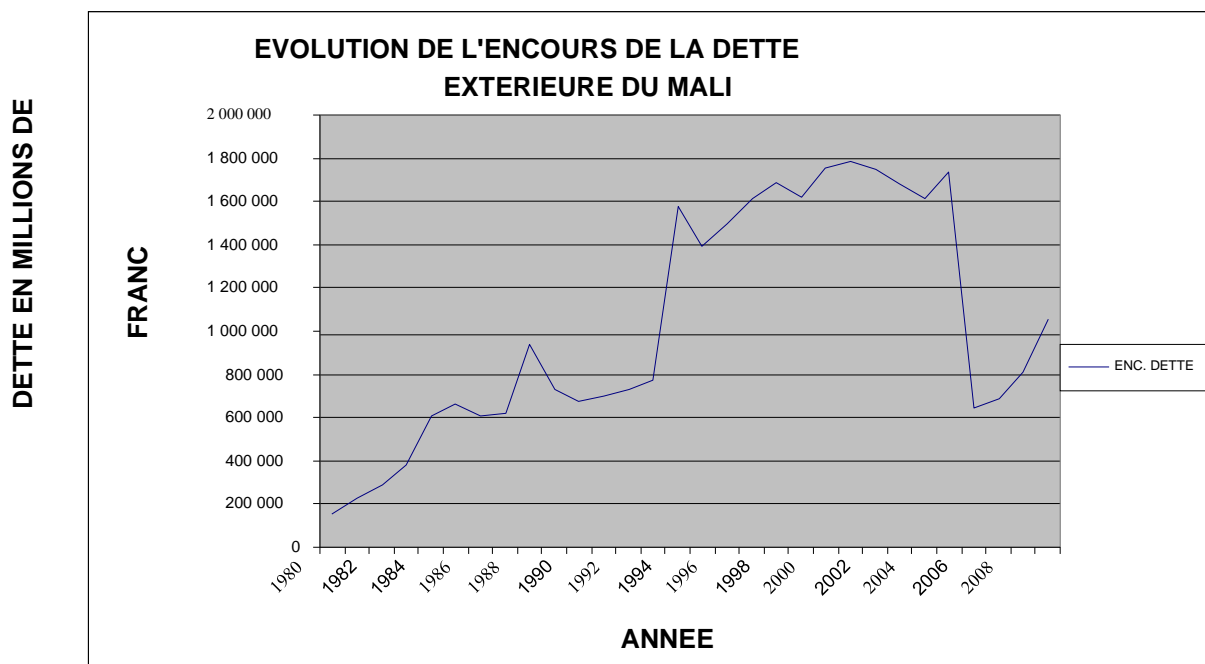
BAILLEURS	Devises de prêts	Devises de remboursement	Taux d'intérêt moyen	Nombre d'années d'échéance	Nombre d'années de différé
Fonds Koweïtien	DK	DK	5%	17	6
Chine	Yuan RMB	Nature ou devise	1%	10 à 25	10
Japon	Yen	Yen	0% à 1%	30	10
France	Euro	Euro	2,25%	10 à 30	3 à 10
USAID	\$ US	\$ US	2,25%	25	9
Belgique	Euro	Euro	0%	12 à 25	4 à 10
Russie	RBL	\$ US	2,25%	18	10

**Source : Caisse Autonome d'Amortissement**

Ce tableau nous édifie clairement que la dette bilatérale du Mali provient uniquement des États hors du continent et c'est pourquoi le remboursement doit se faire en monnaies étrangères (en général le dollar) soumises aux fluctuations des cours de ces devises. L'analyse nous permet de dire que la coopération financière à l'intérieur du continent n'est guère prépondérante. Aussi, les principaux créanciers (quatre appartiennent au conseil de sécurité de l'ONU) sont aussi les vrais propriétaires de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International. Ce postulat suppose que les IBW ne doivent pas être absente.

### 1.1.1 3.6. Encours et service de la dette extérieure

L'encours de la dette extérieure, appelé aussi montant hors intérêts, est représenté par le graphique suivant :



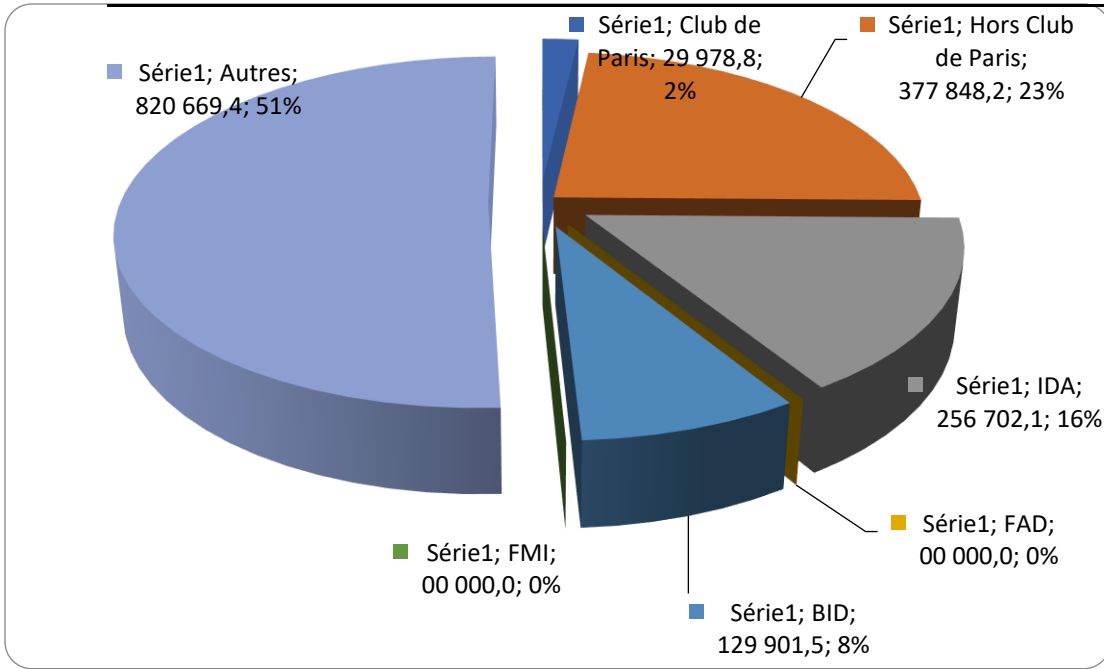
**Figure 4: Evolution de l'encours de la dette extérieure de 1980 à 2009**

Ce schéma est tiré des archives de la Direction Générale de la Dette Publique (DGDP). Il est choisi pour la spécificité de la sous période qui prend en compte le PAS, la dévaluation, l'entrée en démocratie suite au coup d'État, l'adoption de la politique de lutte contre la pauvreté, des initiatives PPTE et enfin la crise ivoirienne. De 1981 à 2017, l'encours de la dette extérieure du Mali a augmenté de 211 milliards FCFA à 2182,2 FCFA, soit à un rythme annuel moyen de 6,52 % ou l'équivalent d'environ 13,75 milliards FCFA de croissance annuelle. Sur le graphique ci-dessus, on note le plus fort pic en 1994. Ceci résulterait de l'effet de la dévaluation du franc CFA survenue courant cette année. La progression s'est maintenue jusqu'en 2006 où l'on constate une très grande diminution dû à la réduction de la dette par les bailleurs de fonds avant de reprendre l'ascension dans son évolution. Il ressort de la structure de cette répartition du rythme annuel de croissance d'endettement:

- une augmentation du taux de 1981 à 2002 ;
- une baisse plus prononcée du taux entre 2003 et 2009 ;
- et une réelle augmentation de 2010 à nos jours.

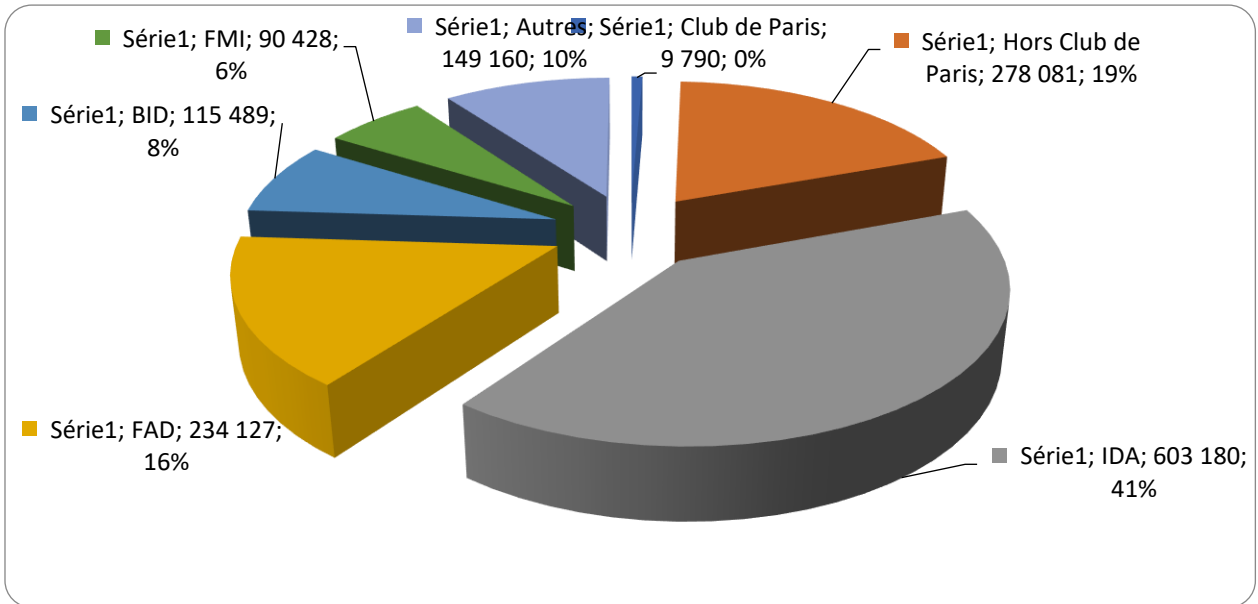
Il convient de rappeler que le rythme annuel de croissance est la suite logique des sollicitations fréquentes de prêts concessionnels de l'IDA (taux d'intérêt: 0,75%, durée : 50 ans dont 10 ans de différé) obtenu par le Mali au cours de la deuxième étape de sa politique d'endettement afin de réaliser ses besoins pressants en infrastructures. Après le choc pétrolier de 1973, l'environnement économique mondial est redevenu favorable; ce qui a facilité le recours à l'endettement extérieur massif de la part de plusieurs pays en développement dont le Mali afin de soutenir l'effort d'investissement et de croissance économique. Aussi, la politique d'endettement du pays adoptée dans les années 1980 ayant consisté à mobiliser des fonds arabes en vue de la construction d'infrastructures routières (Sévaré-Gao) et hydroélectriques (barrages de Sélingué et de Manantali) a fortement contribué à hausser l'encours.

Parlant de l'augmentation du niveau d'endettement, elle fût plus importante entre 1981 et 2000 en raison des prêts d'ajustement structurel contractés pendant la sous période dans le cadre de la mise en œuvre des programmes et réformes économiques soutenus par le FMI et la Banque Mondiale. Ensuite, la baisse de 2003 à 2009 est consécutive aux allègements obtenus dans le cadre de la mise en œuvre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (Initiative PPTE) et de l'Initiative d'annulation de la dette multilatérale (IADM). Enfin, l'envol amorcé en 2010 est la suite des grands projets d'investissement initiés à l'occasion du cinquantenaire et des besoins en investissement devenus de plus en plus grand. Pour mettre en évidence les principaux créanciers du Mali, le volume du niveau de leurs prêts respectifs ainsi que leur évolution, nous avons choisi les deux schémas suivants:



Source : DGDP

Figure 5: Répartition de l'encours de la dette extérieure par créanciers en 2004 (en %)



Source: DGDP

Figure 6: Répartition de l'encours de la dette extérieure par créanciers à la date du 30/06/2014 (en %)

Une analyse comparée de ces deux graphiques permet de voir l'évolution de l'encours de la dette extérieure du Mali entre 2004 et mi 2014, soit près de dix ans de parcours. En effet, cette évolution est le résultat de la combinaison de plusieurs facteurs non visibles à ce stade et elle a aussi l'avantage de visionner la dette extérieure du pays entre deux instants:  $t_0$  et  $t_1$ . Pendant cette décennie, on remarque également l'évolution des parts des différents partenaires dans l'encours.

Sachant que les allègements de la dette ont concerné uniquement deux phases (avant l'initiative PPTE et pendant l'initiative), il sera fort intéressant d'aborder les deux phases en vue de permettre une meilleure compréhension. Ainsi le tableau suivant est la meilleure illustration à travers le temps.

**Tableau 3: Encours de la dette extérieure du Mali (en milliards FCFA)**

<b>Années</b>	<b>1981</b>	<b>1982</b>	<b>1983</b>	<b>1984</b>	<b>1985</b>	<b>1986</b>	<b>1987</b>	<b>1988</b>	<b>1989</b>	<b>1990</b>
Total encours	211	184	310	555	537	545	604	727	737,6	750,3
Encours	146,2	123,2	200,8	360	350	348	356	460,8	465,9	370,3
Encours	64,8	60,8	109,2	195	187	197	248	266,2	271,7	380
<b>Années</b>	<b>1991</b>	<b>1992</b>	<b>1993</b>	<b>1994</b>	<b>1995</b>	<b>1996</b>	<b>1997</b>	<b>1998</b>	<b>1999</b>	<b>2000</b>
Total encours	765	793	770,6	1	1	1	1	1684,	1	1
Encours	409	422	434,6	882,8	639,1	651	667,9	659,6	468,9	469,6
Encours	356	371	336	754	757,6	849	1 029	1	1	1 232
<b>Années</b>	<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>
Total encours	1	1	1	1	1	646,	695,3	790,7	954	1
Encours	480,9	548,6	455,3	412,4	426,2	445,	447,6	459,1	200,5	225,6
Encours	1	1	1	1	1 309	201,	247,7	331,6	753,5	903
<b>Années</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>
Total encours	1227,	1	1	1	1	2	2	-	-	-
Encours	222,2	275,6	285,3	282,3	370,0	447,6	428,6	-	-	-
Encours	1005,	1104,	1159,	1202,	1384,	1626,	1753,	-	-	-

**Sources: CCA, DGDG, World Bank**

En plus de sa conformité avec la politique d'endettement du pays, l'examen de l'évolution de l'encours de la dette extérieure du Mali laisse aussi apparaître une prédominance de la dette bilatérale dans sa structuration jusqu'en 1994, une inversion de tendance en faveur de la dette multilatérale de 1995 à 2005 soit pendant dix (10) ans).

Cette inversion de tendance résulte des annulations de dette consenties par les créanciers bilatéraux après la dévaluation du franc CFA de janvier 1994; des recours de plus en plus fréquents aux ressources concessionnelles des créanciers multilatéraux. Suite aux allègements obtenus dans le cadre de l'Initiative PPTE et de l'Initiative ADM, on a enregistré une nouvelle inversion de tendance au profit de la dette bilatérale entre 2006 et 2008.

A partir de 2009, la dette multilatérale redevient prédominante jusqu'à nos jours. Au passage, notons qu'au flanc de l'encours de la dette extérieure se fixe également son service. Défini comme le principal, c'est-à-dire la partie de l'encours arrivée à échéance, augmenté des intérêts, le service de la dette a augmenté de 5,8 milliards FCFA en 1981 à 93,12 milliards FCFA en 2017 ; soit un accroissement inimaginable de plus de 1500%. Ce taux a augmenté de 139,6 % entre 1974 (année à partir de laquelle ses premières statistiques sont disponibles) et 1976. Cette forte croissance des trois premières années est induite par les conditions d'endettement auprès des partenaires soviétiques et chinois pendant la décennie de 1960 à 1970. Il s'agit de la durée moyenne de remboursement excédant rarement huit (8) ans pour les prêts soviétiques, avec une période de cinq (5) à dix (10) de différés possibles et de quatre (4) à cinq (5) ans pour les prêts chinois. On assiste aux phases suivantes:

- il a chuté avec un niveau de -0,3% entre 1976 et 1982 ;
- ensuite, la reprise de la croissance s'effectue avec 13,4% entre 1982 et 2000 ;
- enfin, une nouvelle dégringolade se produit avec un taux de -1,7% dans l'intervalle 2000 à 2010.

Le tableau ci-dessous peut aider à suivre l'évolution du service de la dette extérieure sur un certain nombre d'années.

**Tableau 4: Service de la dette extérieure du Mali (en milliards FCFA)**

Années	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
Service courant	5,8	5,4	9,2	20	40	25	29	27,5	31,6	50,1
Années	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Service courant	50,9	57,5	59,7	109,	80,9	70,7	56,3	56	55,7	58,8
Années	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Service courant	47,1	28,5	23,6	24,3	23	21,3	22,3	43,5	45,9	48,7
Années	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Service courant	44,27	23,28	71,57	62,38	105,2	119,5	85,69	89,33	93,12	-

**Sources: CCA, DGDG, World Bank**

Au cours de la deuxième étape de sa politique d'endettement de 1970 à 1976, le Mali ayant privilégié le recours aux prêts concessionnels de l'IDA (avec un taux d'intérêt de 0,75% et une durée de 50 ans dont 10 ans de différé), le service de la dette s'est logiquement réduit entre 1976 et 1982 au point que son taux annuel de croissance est devenu négatif (-0,3%). L'augmentation du taux annuel de croissance entre 1982 et 2000 (13,4%) est consécutive au recours fréquent de l'État aux financements de la caisse centrale de coopération économique (actuelle agence française de développement) ainsi que le recours des entreprises publiques aux crédits fournisseurs qui sont non seulement avalisés par la compagnie française pour le commerce extérieur (COFACE), mais aussi contregarantis par le gouvernement malien sur la période 1976 à 1982.

Enfin, la baisse du taux annuel de croissance (-1,7%) à partir de 2000 est non seulement expliquée par la limitation, à partir 1982 jusqu'en 2000, de l'endettement du Mali aux seuls prêts concessionnel dont « l'élément don » est supérieur à 35%, mais aussi par les allègements obtenus dans le cadre de la mise en œuvre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (Initiative PPTE) ainsi que de l'Initiative d'annulation de la dette multilatérale (IADM).

#### **4. Modélisation de l'impact de la dette publique sur l'investissement au Mali:**

Nous avons, comme spécifié dans notre démarche méthodologique, procédé dans un premier temps à la définition des variables d'intérêt de cette étude à travers un cadre conceptuel et traité de façon exhaustive des documents académiques pour alimenter la littérature théorique et empirique. Dans un second temps, nous avons présenté, à travers un cadre d'analyse descriptive, la progression des dites variables dans l'économie Malienne. Dans cette partie, il s'agit de modéliser l'impact de la dette extérieure sur la croissance économique au Mali. Le processus de cette modélisation permettra, à travers une base de données, de procéder à des analyses économétriques visant à vérifier ou rejeter les hypothèses formulées, à savoir, hypothèse 1: La dette extérieure a eu un impact significatif sur la croissance économique au Mali. Cette

croissance est autant produite par le niveau d'allocation de la dette extérieure aux grands travaux d'infrastructures. Et hypothèse 2: La dette extérieure n'a pas su impacter positivement le niveau de vie du citoyen malien pour avoir été désorientée très souvent de son objectif premier.

#### 4.1. Approche méthodologique:

Dans cette partie, il sera question de préciser la méthode d'analyse, la procédure d'estimation des modèles et les variables ainsi que les sources des données.

Notre recherche s'inscrit dans une démarche hypothético-déductive. En effet, nous sommes partis d'une série d'hypothèses et espérons étudier des séries chronologiques en relation avec ces prédictions. Compte tenu des objectifs de cette recherche, une approche quantitative nous a paru plus pertinente. Nous avons opté pour cela à l'usage des données secondaires comme moyen de collecte de données. Nous étudions les facteurs explicatifs de la croissance économique dans un pays situé en Afrique de l'Ouest. Le choix du pays s'est fait sur la base des habitudes d'investissement et le niveau de développement économique. Le Mali a été retenue pour la raison que le pays est caractérisé par un faible taux d'investissement tant industriel qu'infrastructurel. En plus, le pays n'est pas nécessairement doté de ressources naturelles diversifiées pouvant attirer les investissements dignes de ce nom comme le cacao ou le café en Côte d'Ivoire.

L'analyse dans le cadre de cette étude sera basée sur un modèle économétrique. Ce modèle permettra d'analyser l'impact de la dette extérieure sur la croissance économique au Mali. Dans le modèle, la croissance économique sera approximé par le PIB qui sera expliqué par la dette extérieure, l'investissement, l'ouverture commerciale, le ratio de la dette aux exportations, le taux de crédit à l'économie, la variation des termes de l'échange et le déficit du solde budgétaire.

Toutefois, des modifications ont été apportées aux modèles théoriques en fonction de la disponibilité des données et des réalités économiques du Mali. Dans le présent travail le modèle empirique qui sera utilisé se présente comme suit:

**PIB = F (ENCDET, VTE, DSB, OUV, TSD, RASD, INVP)**

La forme linéaire est la suivante:

$$LPIB_t = \alpha_0 + \alpha_1 LENCDET_t + \alpha_2 LINVP_t + \alpha_3 LTSD_t + \alpha_4 OUV_t + \alpha_5 DSB_t + \alpha_6 RASD_t + \alpha_7 VTE_t + \varepsilon_t$$

$\alpha_0$  : est la constante tandis que  $\alpha_1, \alpha_2, \alpha_3, \alpha_4, \alpha_5, \alpha_6, \alpha_7$  sont les coefficients des variables explicatives du modèle. Le réel  $\varepsilon_t$  est la part d'erreur questionnée pour capter l'ensemble des variables explicatives pertinentes non prises en compte dans la spécification et aussi d'autres types d'erreurs de spécification telles que la forme mathématique de la relation, l'erreur sur le choix de la période et des erreurs de mesure se rapportant aux variables. En raison caractère aléatoire de ce réel et obligatoire pour le « gérer » les termes d'erreurs ( $\varepsilon_t$ ), ainsi que les propriétés du modèle, les hypothèses suivantes s'imposent:

- les erreurs  $\varepsilon_t$  sont de moyenne nulle. Cela veut dire que les erreurs se compensent sur toute la période;
- la variance des erreurs  $\varepsilon_t$  est constante (hypothèse d'homoscédasticité);
- les erreurs  $\varepsilon_t$  sont indépendantes (la corrélation entre deux observations distinctes est nulle);
- les erreurs  $\varepsilon_t$  suivent une distribution normale.



Ici, le produit intérieur brut en logarithme, est expliqué par le logarithme de l'encours de la dette extérieure, le logarithme de l'investissement total, du logarithme du total des services de la dette extérieure, de l'ouverture commerciale, du déficit du solde budgétaire, du ratio du service de la dette sur les exportations et, enfin, de la variation des termes de l'échange.

La présente étude va faire essentiellement recours aux outils statistiques et économétriques pour la vérification des hypothèses formulées. Cependant, les tests de stationnarités de Dickey-Fuller Augmenté ADF seront faits pour vérifier la stationnarité des variables. Nous utiliserons les données secondaires, annuelles issues des Institutions internationales (le FMI et la Banque Mondiale), régionales (l'UEMOA et la BCEAO) et nationales (la Direction Nationale de la Dette Publique, le Ministère de l'Economie et des Finances, La Direction Nationale du Budget et l'institut National de la Statistique) pour construire une base de données.

#### 4.2. Présentation et interprétation du modèle:

**Tableau 5: Résultat du modèle**

Variables expliquées	Produit Intérieur Brut (PIB)		
Variables explicatives	Coefficients	t-Statistic	Probabilité.
C	2.246801	4.989061	0.0001
LENCDET	0.152828	2.509804	0.0199
LINVP	0.739648	10.78852	0.0000
LTSD	0.137025	1.687173	0.1057
DSB	0.000334	1.292105	0.2097
OUV	- 0.012699	-4.130407	0.0004
RASD	-1.017477	-1.255298	0.2225
VTE	0.092198	0.453099	0.6549
R <sup>2</sup>	0.992498	Durbin-Watson stat	1.898659
R <sup>2</sup> ajustés	0.990111	Prob (F-statistic)	0.000000
Nombre d'observations ; 30			

##### 4.2.1 Validation du modèle

La validité du modèle est appréciée à travers la validité économique, statistique et économétrique.

Dans l'ensemble, le modèle est cohérent du point de vue de la théorie économique. En effet, toutes les variables ont respecté les signes prévus. La validité économique du modèle est donc vérifiée.

Les tests classiques effectués sur le modèle nous permettent de conclure que :

Sur le plan statistique, dans notre modèle le coefficient de détermination est sensiblement égal à 0,990 (voir équation). Ce qui signifie que les variations de la croissance en pourcentage sont expliquées à 99% par les variables du modèle. Le test d'adéquation d'ensemble de Fisher vient corroborer celui du coefficient de détermination. En effet, la statistique de Fisher Prob (F-statistic)=0,00 est inférieure à 5%. On rejette l'hypothèse nulle ; la qualité de la régression est bonne au seuil de 5%. Ceci nous conduit à vérifier la qualité individuelle des variables explicatives. Le test de la qualité individuelle de ces variables est apprécié par la statistique t-student. Dans notre modèle ce test montre que les variables LENCDET, LINVP, OUV et la constante sont toutes significatives à 1%. La règle de décision nous permet de dire que toutes ces variables sont statistiquement pertinentes.

Sur le plan économétrique, les erreurs sont homoscédastiques et ne sont pas auto-corrélées, le modèle est stable et globalement significatif (Prob (F-statistic 0.000000) enfin le test de normalité effectué est celui de Jarque-Bera (1984). Nous notons que les résidus sont normaux. En effet, la probabilité (0,4455) est supérieure à 5%.

#### **4.2.2. Interprétations des résultats**

Toutes les variables du modèle sont cointégrées en différence première. Sur le long terme le modèle établit une liaison de type positif d'une part entre le PIB et la dette extérieure du Mali, l'encours de la dette, l'investissement et le total du service de la dette et d'autre part de type négatif entre le PIB, l'ouverture commerciale du pays et le ratio de sa dette extérieure sur ses exportations. Ces observations générales amènent à conclure que la croissance de l'économie du Mali est influencée par les variables explicatives de notre modèle avec un coefficient de détermination égal à 99,2%. La pertinence du modèle est défendue avec un taux de significativité de 5%.

Dans tous les modèles simulés l'on aboutit à une influence de la dette extérieure sur la croissance économique aussi bien dans le long terme que dans le court terme. L'impact positif de ce type d'endettement est conforme à la réalité théorique car le seuil d'endettement actuel du Mali tourne entre 45% et 50% (inférieur aux 70% autorisés par l'UEMOA et aux 90% fixés par Patillo et al.).

Nous avons postulé dans l'hypothèse H1 que « La dette extérieure a eu un impact significatif sur la croissance économique au Mali ». Cette hypothèse ne peut être rejetée dans la mesure où nous constatons que la croissance est autant produite par le niveau d'allocation de la dette extérieure aux grands travaux d'infrastructures.

En effet, l'endettement de l'Etat a un effet positif sur la croissance au Mali. Contrairement aux résultats de cette étude des auteurs tels que (B. Eichengreen et de R. Portes (1986), Elbadawi et al. (1996), Patillo et al. (2004), Clemens et al. (2003)) qui ont étudié les effets de la dette publique sur la croissance ont constaté que l'endettement excessif a un effet négatif sur le taux de croissance.

L'hypothèse H2 aussi est validée. En effet, cette hypothèse postulait que « La dette extérieure n'a pas su impacter positivement le niveau de vie du citoyen malien pour avoir été désorientée très souvent de son objectif premier ».

## 5. Conclusion

La question soulevée dans ce travail était de cerner l'apport de la dette extérieure dans le processus de croissance économique du Mali. En effet, cette question n'a jamais fait l'unanimité dans la théorie économique générale. Pour les Keynésiens, la dette peut être nécessaire et même efficace pour le développement d'un pays tandis que les Classiques sont systématiquement opposés à cette hypothèse et soutiennent que l'emprunt public ne peut qu'être nuisible pour les agents économiques présents et futurs.

Pourtant, la théorie du surendettement ou du fardeau virtuel de la dette suggère que la dette extérieure influence positivement la croissance dans les limites du raisonnable. C'est dire qu'elle fixe une limite au-delà de laquelle elle nuit à la croissance. En effet, depuis 1982, date du déclenchement de la crise de la dette du Mexique, les PED ont continuellement subi les effets néfastes de cette forme de financement du fait qu'une bonne partie des budgets sert toujours au remboursement des échéances et des services qui y affèrent. L'ajustement structurel, supposé apporter la « bonne gouvernance », est devenu une équation difficile en raison de l'avènement de la crise économique mondiale et des réalités socioéconomiques internes aux États.

En 2000, l'Initiative Universelle Canadienne pour le Jubilé défend une argumentation basée sur la morale et qui dit: « Le remboursement de la dette entraîne de graves privations, menaçant la cohésion de la communauté. Le remboursement de la dette, dans une telle situation, est illégitime. La justice d'un contrat ne peut être garantie si la relation entre les parties est trop inégale. Dans le même ordre d'idées, un contrat n'est pas moralement contraignant s'il met en péril la santé ou la vie d'une des parties. La résiliation d'un contrat ou, dans le présent cas, l'annulation ou la répudiation d'une dette, peuvent constituer une réponse morale à une situation qui, si elle persiste, serait immorale ou illégitime ».

Nous proposons à l'Etat du Mali, en coalition avec d'autres si besoin en était de demander des réformes autour de sa dette extérieure. C'est uniquement en cela que Qassen Chabbi aura raison en disant ceci: « Si un jour le peuple désire la vie, il faut que le destin réponde. La nuit s'achèvera quoi qu'il arrive et le joug se brisera absolument ».

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- [1] Barry Eichengreen et de Richard Portes (1986) Washington, "Debt and Default in the 1930: Causes and Consequences Ellipses". *European Economic Review*
- [2] Chassagnon, A. (2012). 5-LA Croissance Economique: la théorie et les faits.39.
- [3] Clemens et al. (2003) «External Debt, Public Investment and Growth in Low-incomes countries», IMF, Working Paper, WP/03/249.
- [4] Desta, M. G. (2005), «External debt and economic growth in Ethiopia». Mémoire DEA, IDEP Dakar.
- [5] elbadawI et al. (1996) also confirmed a debt overhang effect on economic growth using cross-section regression for 99 developing countries.

- [6] **François PERROUX** << Blocages et Freinages de la croissance et du développement >>  
Revue Tiers Monde 1966
- [7] **Klein M.** (1994), "The real exchange rate and foreign direct investment in the United States: Relative wealth vs Relative wage effects", vol.36, issue 3-4, 373-389.
- [8] **Patillo, C., Ricci, L. et Poirson, H.** (2004), Washington : « Dette Extérieure et Croissance Economique ». Document de travail du FMI n°04/15.
- [9] **Patillo C., Poirson H. et Ricci L.** (2002). *Debt Relief Under the HIPC Initiative : Context and Outlook for Debt Sustainability and Resource Flow. 65. Policy and Performance Links between LDC Debtors and Industrial Nations.* (s. d.). Consulté 10 octobre 2022, à l'adresse *Problèmes théoriques de l'emprunt international | NOMBRE.* (s. d.). Consulté 10 octobre 2022, à l'adresse *Programmes de réduction de la dette fondés sur le marché dans : Problèmes analytiques de la dette.* (s. d.). Consulté 10 octobre 2022, à l'adresse *Raffinot, M. (1998). Soutenabilité de la dette extérieure. 38.*
- [10] **Pirou, JP** (2003), « Lexique des sciences économiques et sociales », Découvertes, 6<sup>ème</sup> édition, Paris  
*Servicing: A Cointegration Analysis of Sri Lanka, 1952 to 2002" working paper series in*
- [11] **Uzochukwu, A.** (2005), «Nigeria Public debt and economic growth: An Empirical Assessment of Effects on poverty» working paper.